



SANTÉ EN DANGER



Le 02.03.2022

Toutes les informations sur
<https://levraisegurdelasante.fr/>



SANTÉ EN DANGER

Approche économique de la santé différente : libération de capitaux et optimisation des sommes allouées tout en redimensionnant le système de santé dans sa globalité.

Réformer le système de santé en s'aidant du terrain, nécessité d'inclure les professionnels de terrain.

Approche territoriale, adaptée au bassin de vie.

Création d'un guichet unique pour pouvoir orienter les gens correctement, pour pouvoir les aiguiller le mieux possible avec un délai d'attente qui soit raisonnable.

THEME : ORGANISATION DE L'OFFRE DE SOINS / OPTIMISATION FISCALE

Emilie CARIOU (députée de la Meuse)

Etat des lieux

- Les professionnels de santé sont impactés par des problématiques financières loin de leurs préoccupations médicales : la T2A par exemple est la résultante d'une vision néo-libérale. On ne cesse de vouloir restreindre les dépenses de santé jusqu'à se mettre en situation de fragilité. De même, la délocalisation de l'industrie, notamment de l'industrie pharmaceutique, nous rend vulnérables.
- Les soignants sont globalement bien formés en France, mais les conditions de travail et leur rémunération insuffisante les découragent : on constate une fuite des professionnels de santé vers des pays limitrophes tel le Luxembourg.
- Les élus locaux sont lanceurs d'alerte, mais ne sont pas entendus plus haut, que ce soit concernant les EHPAD, le numerus clausus, les IME. La politique du handicap en France est scandaleuse. La crise Covid a mis en lumière à quel point les ARS pouvaient être déconnectées des problématiques rencontrées sur le terrain.
- Le Ségur de la Santé est insuffisant, il ne s'est pas intéressé au système de soins dans sa globalité, ce qui est dommageable puisque tout est lié. 150 milliards ont été alloués aux entreprises privées versus entre 7 et 12 milliards par le Ségur pour la santé : c'est un choix budgétaire. L'objectif de réduction de coût n'est plus acceptable.
- L'objectif principal ne doit pas être le PIB, mais l'espérance de vie en bonne santé : il faut renforcer la prévention par exemple. Les statistiques en hausse concernant la mortalité infantile sont très inquiétantes.
- Les problématiques en matière de santé publique ne sont actuellement pas adaptées aux territoires où pourtant les enjeux sont différents. Par exemple dans la Meuse, la lutte contre les addictions semble primordiale du fait de la saisie record d'héroïne, mais rien n'est organisé dans ce sens.

Contacts :

collectifsed@gmail.com

Arnaud Chiche : 06 62 60 25 29 - Audrey Baskovec : 06 65 46 54 85 - Myriam Andre : 06 61 19 43 66 - Thomas Brosset : 06 63 62 26 32

Solutions proposées

- Approche économique de la santé différente : libération de capitaux et optimisation des sommes allouées tout en redimensionnant le système de santé dans sa globalité.
- Meilleure rémunération et stratégie d'évolution des carrières pour fidéliser nos professionnels de santé et endiguer leur fuite vers les pays limitrophes.
- Réformer le système de santé en s'aidant du terrain, nécessité d'inclure les professionnels de terrain.
- Considérer les territoires dans leur singularité tout en gardant une impulsion de l'Etat pour éviter que ne se creusent des inégalités.

Frédéric DU SART (directeur d'un établissement de soins privé à Cavaillon)

Etat des lieux

- La situation a beaucoup évolué : il y a 30 ans, on restait hospitalisé 15 jours après la pose d'une prothèse totale de hanche alors qu'on peut désormais rentrer chez soi le soir même. Ce changement de pratiques rend nécessaire un fort lien entre l'hôpital et la ville mis à mal du fait des déserts médicaux.
- Nos ARS sont totalement désincarnées de la réalité de ce qu'on vit sur le terrain et ne sont pas en capacité de trouver des solutions adaptées par manque d'intelligence collective.
- L'hôpital, la clinique : pourquoi deux entités distinctes mises en concurrence ? C'est non humaniste et une gabegie financière.
- Il est nécessaire de s'adapter aux besoins de la population de son territoire, forcément différents en ville qu'en milieu rural par exemple.
- Il est scandaleux de devoir patienter 6 mois pour pouvoir effectuer une mammographie.

Solutions proposées

- Approche territoriale, adaptée au bassin de vie sous peine d'être à côté des réalités du terrain.
- Renforcer le lien ville – hôpital.
- Création d'un guichet unique pour pouvoir orienter les gens correctement, pour pouvoir les aiguiller le mieux possible avec un délai d'attente qui soit raisonnable.
- Uniformisation de la santé : les différents établissements, qu'ils soient publics ou privés, devraient ne pas être concurrents mais complémentaires.

L'association C Santé en Danger

Contacts :

collectifsd@gmail.com

Arnaud Chiche : 06 62 60 25 29 - Audrey Baskovec : 06 65 46 54 85 - Myriam Andre : 06 61 19 43 66 - Thomas Brosset : 06 63 62 26 32